

Dans la perspective du retrait de l'armée française Un nouvel exode massif est redouté au Rwanda

Jean-Baptiste Naudet

Le Monde, 01 août 1994

L'annonce faite par la France qu'elle n'entend pas prolonger, au-delà de la fin août, la mission qui lui a été confiée par l'ONU, dans le sud-ouest du Rwanda, et les lenteurs de la mise en place d'une nouvelle mission des Nations unies font craindre un nouvel exode massif de la population vers le Zaïre. Les réfugiés redoutent des représailles du Front patriotique rwandais (FPR), au pouvoir à Kigali. Quelque soixante mille réfugiés, qui sont déjà rentrés du Zaïre, ont commencé à propager le choléra. Face à cette menace, Médecins sans frontières (MSF) a installé un premier relais sanitaire sur la route qui relie Goma à la capitale. Deux cents soldats américains devaient se déployer samedi sur l'aéroport de Kigali.

GIKONGORO de notre envoyé spécial « *Si les Français partent, nous partons avec eux.* » Tout le long de la route de montagne entre Cyangugu et Gikongoro à l'Est de la « zone humanitaire sûre », les réfugiés qui ont fui l'avance du Front patriotique rwandais (FPR) campent dans de petites huttes de branches, de feuilles et de bâches au bord des routes, sur les collines. Ils tiennent un discours à faire dresser les cheveux sur la tête de tout anti-colonialiste. « *Il faut un protectorat français ici* », réclame un ancien responsable, qui semble pourtant ne pas être impliqué dans les massacres commis par les extrémistes hutus. « *Si les Français partent, nous partons car on a peur du FPR. Ils vont nous massacrer. Il paraît que ceux qui sont rentrés (en zone FPR) ont été exterminés* », ajoute-t-il. réclamant l'anonymat, il admet volontiers qu'il n'a pas de témoignage direct à produire à l'appui de ses propos. Les représentants de l'ONU

en ont eu connaissance, vendredi 29 juillet, d'un premier incident inquiétant. Des personnes déplacées, qui rentraient chez elles en zone FPR, ont été tuées, mercredi, par des soldats, à Kazizi, dans la région de Mabanza, au nord de la « zone humanitaire sûre ». « *C'est grâce aux Français qu'on est encore en vie, dit une autre personne déplacée. S'ils n'étaient pas venus, nous serions morts ou au bord du lac Kivu* » (où se sont déjà entassés près de deux millions de Rwandais, aujourd'hui décimés par la fin, la soif et le choléra). L'opération « Turquoise » a non seulement mis fin aux massacres mais arrêté la fuite de la population. Soupçonnée de vouloir se faire pardonner, sous couvert d'une opération « *purement humanitaire* », sa longue complicité avec l'ancien régime, la France maintient qu'elle se retirera à l'expiration du mandat de deux mois que lui a confié l'ONU. Mais se retirer aussi vite du bourbier rwandais ne sera pas, pour elle, chose aussi simple. « *Nous n'avons pas confiance en la MINUAR* » la Mission des Nations unies au Rwanda, qui doit remplacer les troupes françaises disent en chœur les personnes déplacées. « *Nous avons l'expérience de la première MINUAR, à Kigali, explique un habitant qui a fui la capitale rwandaise. Lors des massacres, les troupes de l'ONU n'ont rien fait.* » Déjà mise à mal ici ou en Bosnie, la crédibilité des Nations unies est en jeu. « *Il faut éviter que la zone se vide, sinon ce sera deux à trois fois pire que ce qui s'est passé à Goma. Mais c'est à la MINUAR de voir comment elle règle son problème* », a estimé, jeudi, l'amiral Jacques Lanxade, en visite à Gikongoro. Le major Luc-André Racine, responsable du déploiement des troupes des Nations unies, sait qu'une écrasante responsabilité repose sur lui. « *Pour que*

la transition se passe en douceur, nous allons épouser les méthodes de travail des troupes françaises », explique le major canadien, arrivé en éclaireur avec dix-huit observateurs de l'ONU. « On veut travailler avec les Français pour montrer à la population que le nouveau mandat de l'ONU va vraiment la protéger. Dans un premier temps, nous allons contrôler la zone comme les Français le font, puis, peu à peu, les représentants du gouvernement [de Kigali, dominé par le FPR] s'installeront. Ce sera un processus pas à pas pour ne pas brusquer la population. » Jean de Dieu, charpentier de Gitarama, attend de voir. « Si la MINUAR agit comme les Français, on reste. Sinon... Quand on a entendu les rumeurs sur ce que fait le FPR à ceux qui rentrent, on a eu peur, dit-il. Mais quand on a appris ce qui se passe à Goma, on a eu aussi peur. On est ici, on ne sait pas quoi faire. » L'immense majorité attend. « La situation est volatile. Les 500 000 déplacés peuvent aussi bien se lever, fuir vers le Zaïre ou rentrer chez eux », estime un responsable de l'opération « Turquoise ». « Nous voulons des troupes francophones pour pouvoir nous entendre avec eux », lance un professeur de géographie. Le FPR, dominé par des anglophones formés en Ouganda, aurait pour le moment refusé la présence de troupes africaines francophones qui commencent à relever les soldats français. « La question de savoir si ces troupes pourront rester n'est pas réglée », dit le major. « Les Nations unies essayent de faire comprendre (cette nécessité) à Kigali », a dit l'amiral Lanxade.

Séminaires de rééducation

Le FPR a parfois un discours inquiétant. « La population qui va rentrer, nous allons la rééduquer ; légalement pour les paysans, plus profondément pour les plus éduqués, par exemple avec un séminaire d'un mois sur l'histoire politique du pays », a dit, à Gisenyi, au nord de la zone française, le lieutenant Faustin Kaliisa, chef local du département politique du FPR. « Le discours du FPR n'est pas clair », estime un responsable humanitaire, qui souligne que les organisations non gouvernementales (ONG) sont très sérieusement encadrées dans la zone où il opère. Pour apaiser la population, les responsables de l'opération

« Turquoise » ont « encouragé » le départ des responsables des massacres et le maintien ou la mise en place de nouvelles autorités locales, non compromises dans l'orgie sanglante. Un « groupe d'initiative » composé d'intellectuels et d'ex-fonctionnaires de l'ancien régime s'est créé pour négocier avec le FPR la « transition en douceur ». « Il faudrait des déclarations des nouvelles autorités, suivies de faits, comme la disparition des soldats du FPR des villages ou des barrages sur la route du retour, dit le porte-parole du groupe. Nous voudrions aussi qu'un tribunal international soit formé pour éviter les abus, les revanches. Si ces conditions ne sont pas réunies, la peur continuera de régner. » L'attitude du FPR semble donc déterminante. « Si les gens entendent que le FPR va leur couper les oreilles, ils vont partir, même s'ils ont une gamelle pleine », estime un responsable humanitaire. Mais, pour le moment, les gamelles sont vides. Et si les gens ne sont pas rapidement ravitaillés, ils vont aussi partir. » « Les gens ont peur de la faim plus que du FPR », estime Innocent, réfugié dans le camp de Kibeho. « Certains passent du côté FPR car les camions d'aide n'arrivent pas, d'autres vont vers le Zaïre », assure-t-il. « Pour le moment, il n'y a pas beaucoup de gens qui meurent de faim mais leur stock s'épuise. Ici ce n'est pas encore un désastre mais ça peut le devenir très vite », juge Thomas Gonnet responsable de la mission Action internationale contre la faim (AICF), qui va tenter de nourrir ici un camp de plus de 100 000 personnes. Faute d'eau, les maladies pullulent, le choléra s'est même déclaré au nord de la zone, tuant une vingtaine de personnes. Moins de 50 % des besoins alimentaires sont couverts. Il n'y a plus de stocks. Et les Français partent...